

Entretien de Pierre Moscovici avec "RFI" sur l'adhésion de la République tchèque à l'UE (Prague, 15 avril 1998)

Légende: Le 15 avril 1998, en visite officielle à Prague, Pierre Moscovici, ministre délégué français chargé des Affaires européennes, accorde à Radio France Internationale (RFI) un entretien au cours duquel il évoque certains aspects de l'adhésion de la République tchèque à l'Union européenne.

Source: Visite conjointe franco-allemande à Prague-Entretien accordé par le ministre délégué chargé des Affaires européennes, M. Pierre Moscovici à "RFI" (Prague, 15 avril 1998). [EN LIGNE]. [Paris]: Ministère des Affaires étrangères de la République française, [13.05.2005]. Disponible sur <http://www.doc.diplomatie.gouv.fr/BASIS/epic/www/doc/DDW?M=3&K=960921607&W=AUTEUR+PH+IS+%27moscovici%27+AND+DATE+%3D+%2715.04.1998%27+ORDER+BY+DATE/Descend>.

Copyright: (c) Ministère des Affaires étrangères de la République française

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/entretien_de_pierre_moscovici_avec_"rfi"_sur_l_adhesion_de_la_republique_tcheque_a_l_ue_prague_15_avril_1998-fr-7c655dde-56c8-44b3-94b1-422b66908b07.html](http://www.cvce.eu/obj/entretien_de_pierre_moscovici_avec_)

Date de dernière mise à jour: 21/10/2012

Visite conjointe franco-allemande à Prague - Entretien accordé par le ministre délégué chargé des Affaires européennes, M. Pierre Moscovici à "RFI" (Prague, 15 avril 1998)

Q - La République tchèque sous Vaclav Klaus a été quand même beaucoup marquée par l'euroscépticisme. Klaus n'est plus là. Avez-vous l'impression que les sentiments demeurent malgré tout ?

R - Je pense qu'aujourd'hui le gouvernement tchèque se tourne bien davantage vers l'Europe et qu'il a pris conscience que l'adhésion à l'Union européenne est une perspective qui concerne tous les Tchèques. Donc, oui, je sens aujourd'hui un climat sans doute plus favorable à une adhésion et à la préparation d'une adhésion. Ce qui est indispensable, c'est le sens de la visite que nous faisons ici avec Werner Hoyer : c'est de voir avec les Tchèques comment, concrètement, tout préparer pour l'adhésion à l'Union européenne.

Q - Comment convaincre les Tchèques - je sais que vous allez rencontrer les étudiants demain - que l'Union européenne c'est autre chose qu'une masse de règlements qui va s'abattre à nouveau sur leur pays ?

R - Il y a les arguments, c'est très classique, auxquels, on peut l'imaginer, compte tenu de la culture politique dominante, les Tchèques vont être sensibles : que l'Union européenne est quand même un espace de prospérité. Mais ce n'est pas la seule chose que j'ai envie de dire. J'ai envie quand même - et c'est aussi pour cela que nous sommes ici avec Werner Hoyer, un ministre allemand alors qu'on sait ce qu'ont été les séquelles des querelles entre les Tchèques et les Allemands - de dire que l'Europe est un facteur de paix, est un facteur de rapprochement des sociétés, des sociétés civiles. C'est un esprit. Il faut effectivement, pour adhérer à l'Union européenne, partager cet esprit.

Q - La République tchèque par rapport à ses deux voisins et concurrents polonais et hongrois, est assez en retard apparemment sur le remplissage du fameux Livre blanc de l'Union européenne. Il y a un problème, un point d'accroche, qui est le dossier audiovisuel avec l'installation de l'opérateur américain "Nova" ici depuis six ans, qui va rendre difficile la mise en place des quotas. Allez-vous évoquer ce dossier avec vos interlocuteurs ? Avez-vous l'impression que cela avance ?

R - Non, je ne l'ai pas évoqué avec mes interlocuteurs. Vous savez, je crois que, de toute façon, il ne faut pas s'affoler. L'élargissement est un processus qui commence et qui va durer quelques années. Des dates ont été évoquées. On a pu parler de l'an 2000. C'était sans doute un objectif mobilisateur sur le plan politique, mais les négociations viennent de commencer à Londres, puis à Bruxelles. Elles auront toute une série de dimensions : réformes administratives, réformes économiques, adaptations culturelles. Cela prendra des années et il y aura sans doute des phases de transition qui seront nécessaires à la fois pour l'Union européenne et pour les pays candidats.

Q - (inaudible)

R - Mon sentiment est que la République tchèque aujourd'hui se tourne davantage vers l'Europe, se tourne aussi davantage vers la France et qu'elle a pris conscience effectivement de l'importance de la perspective de l'élargissement pour elle. Elle a participé à la Conférence européenne de Londres, elle a participé aux premières négociations à Bruxelles auxquelles j'assistais au côté d'Hubert Védrine et je crois qu'aujourd'hui, les Tchèques sont tout à fait motivés par cette perspective. Des négociations commencent. La République tchèque est sûrement parmi les premières nations concernées, parmi les premiers Etats concernés. Je crois que l'effort de préparation se poursuit à un bon rythme.

Q - Il y a eu une propagande pendant des années qui consistait à dire que l'Union européenne était une masse de règlements qui allaient à nouveau s'abattre sur le pays comme autrefois sous le communisme. Vous allez rencontrer demain des étudiants tchèques. Qu'allez-vous leur dire pour les convaincre du contraire ?

R - Ecoutez, c'est une présentation originale. C'est la première fois que j'entends dire que l'Union européenne et le communisme ont un rapport. Mais il est vrai qu'aux yeux de libéraux, tout ce qui peut sembler une régulation est critiquable. Non, je ne suis pas un ultralibéral. Le gouvernement français n'est pas ultralibéral.

Mais soyons plus sérieux. L'Union européenne, c'est la perspective de la prospérité, c'est la perspective d'instruments de politique économique communs, c'est la perspective à terme d'une monnaie unique et si ces pays, si tous les pays d'Europe centrale et orientale sont candidats à l'adhésion à l'Union européenne, c'est parce qu'ils mesurent ce qu'elle peut apporter. J'ai envie de dire à ces étudiants demain que l'Europe, c'est encore autre chose. C'est aussi pour cela que je suis ici, non pas seul mais avec mon homologue allemand, M. Werner Hoyer. On connaît le contexte des relations germano-tchèques et leur réconciliation récente. L'Europe, c'est avant tout cela. On retrouve les valeurs fondamentales, la paix, un esprit, qui permet aussi aux sociétés civiles de se mêler. Nous sommes dans une ville de culture : l'Europe c'est aussi cela : la culture et la paix.

Q - On dit que les Tchèques sont assez en retard sur le remplissage des conditions du Livre blanc par rapport à leurs voisins hongrois et polonais. Sur quoi pensez-vous que leur effort devrait porter ?

R - Je pense que nous sommes dans un processus qui va être un processus continu, qui va être un processus assez long, qui prendra quelques années. Nous sommes au tout début. Nous sommes dans des pays qui bougent à une très grande vitesse. Un an à l'échelle de ce qui se passe ici, ce n'est pas la même chose qu'un an à l'échelle de nos pays d'Europe et donc, ne succombons pas à cette illusion d'optique négative. Ils ont le temps de se préparer, il faut en même temps que cela commence maintenant et si je suis là, c'est aussi pour voir avec mes homologues tchèques, avec le ministère des Affaires étrangères, avec plusieurs ministères comment nous pouvons coopérer pour aider la République tchèque à se préparer à l'élargissement. Je n'ai pas de jugement à porter sur tel ou tel dossier mais il est clair que la République tchèque fait plutôt partie des premiers pays qui peuvent adhérer à l'Union européenne.